

## TERRITOIRE, IDENTITÉ ET INCLUSION SOCIALE : ARTICULATION INVISIBLE OU INDICIBLE ?

---

Larissa Romariz Peixoto, architecte urbaniste, doctorante en art de bâtir et urbanisme, assistante de recherche  
UMons, Belgique, Service Architecture et Société  
Institut Humanorg, Centre de recherche Urbaine  
[larissa.romarizpeixoto@umons.ac.be](mailto:larissa.romarizpeixoto@umons.ac.be)

### RÉSUMÉ

Dans quelle mesure le rapprochement entre habitants et territoire peut-il contribuer à l'insertion sociale des populations défavorisées dans nos cités contemporaines ? Quel lien entre territoire, identité et inclusion sociale ? Confrontées à la réalité de quartiers sociaux français et belges, ces problématiques investies par Magnaghi (2014) renvoient à des situations très concrètes de ségrégation spatiale, limites psycho-sociales infranchissables et appropriation inégale de l'espace public. Mais quand le rapport à l'espace est interrogé, il révèle bien plus qu'entraves et ruptures.

### MOTS CLÉS

Territoire, identité, inclusion sociale, rapports sociaux, espace

### *ABSTRACT*

*How can developing closer links between inhabitants and their territory contribute to including disadvantaged populations into our contemporary cities? How can territory, identity and social integration be connected to each other?*

*Faced with the daily reality of both French and Belgium poor districts, the urban issues investigated by Magnaghi (2014) definitely reveal concrete situations of spatial segregation, psycho-social invulnerable boundaries and unequal appropriation of public space. However, discussing our relationship with space can exhibit much more than urban and social disruption.*

### *KEYWORDS*

*Territory, identity, social inclusion, space*

## INTRODUCTION

Rompres l'isolement social en consolidant les liens autour de ce qui est commun à tous : le territoire.

Telle est l'ambition de la recherche-action Réseau Hainaut Solidaire (RHS) menée par une dizaine de chercheurs en urbanisme, sciences de la famille et communication en étroite collaboration avec habitants et travailleurs sociaux de quinze quartiers de l'ancien bassin minier hennuyer franco-belge.

Pour un urbaniste, la question posée convoque automatiquement la notion de reterritorialisation développée par Alberto Magnaghi (2014) selon laquelle les résidents doivent devenir des habitants<sup>1</sup> et construire ensemble un projet alternatif à l'uniformisation des modes de vie, dénoncée depuis 1968 par Raymond Ledrut (1968).

Mais, ce rapprochement entre habitants et territoire, est-il en mesure de promouvoir une meilleure intégration urbaine et sociale des quartiers confrontés à des précarités multiples (sociale, économique, identitaire) ? La reconnaissance des valeurs de ces territoires est-elle capable de produire une ville inclusive ?

Après une brève présentation du territoire observé, cet article fait état des premiers résultats de la recherche faisant suite à un processus d'immersion de chercheurs dans deux quartiers-pilotes. Inductive, la méthode utilisée implique un aller-retour constant entre observation de terrain et analyse théorisante jusqu'à la construction d'une théorie explicative et ce, selon les principes de la Méthodologie de la Théorisation Enracinée (Laperrière 1982) (Luckerhoff, Guillemette 2012).

## QUESTIONNER L'INCLUSION EN TERRITOIRE FRANCO-BELGE

Unies dès le IX<sup>ème</sup> siècle par les comtes de Hainaut, Mons (Belgique) et Valenciennes (France) partagent non seulement un passé politique et administratif commun jusqu'au XVIII<sup>e</sup>, mais également les conséquences encore visibles de l'avènement industriel qui l'a succédé. Les traces sociales et économiques de la crise houillère et sidérurgique des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles marquent encore et toujours ces territoires particulièrement touchés par la précarisation de leur population.

Partagées par la frontière franco-belge, les deux villes et leur hinterland ont évolué au long des deux derniers siècles dans de contextes institutionnels et administratifs différents, appliquant des politiques publiques assez éloignées l'une de l'autre en matière de logement, mobilité, structuration territoriale et insertion sociale.

Pourtant, l'esseulement de leurs habitants persiste et les défis de l'inclusion sociale, urbaine et économique des quartiers concentrant des populations précarisées demeurent sensiblement les mêmes.

---

<sup>1</sup> Au sens de Magnaghi, le résident réduit le territoire à un support technique avec lequel il ne développe aucun lien. Pour redevenir habitant, il doit « re-parcourir » les territoires « avec les pieds, la mémoire, les émotions ». (2014, p.95)

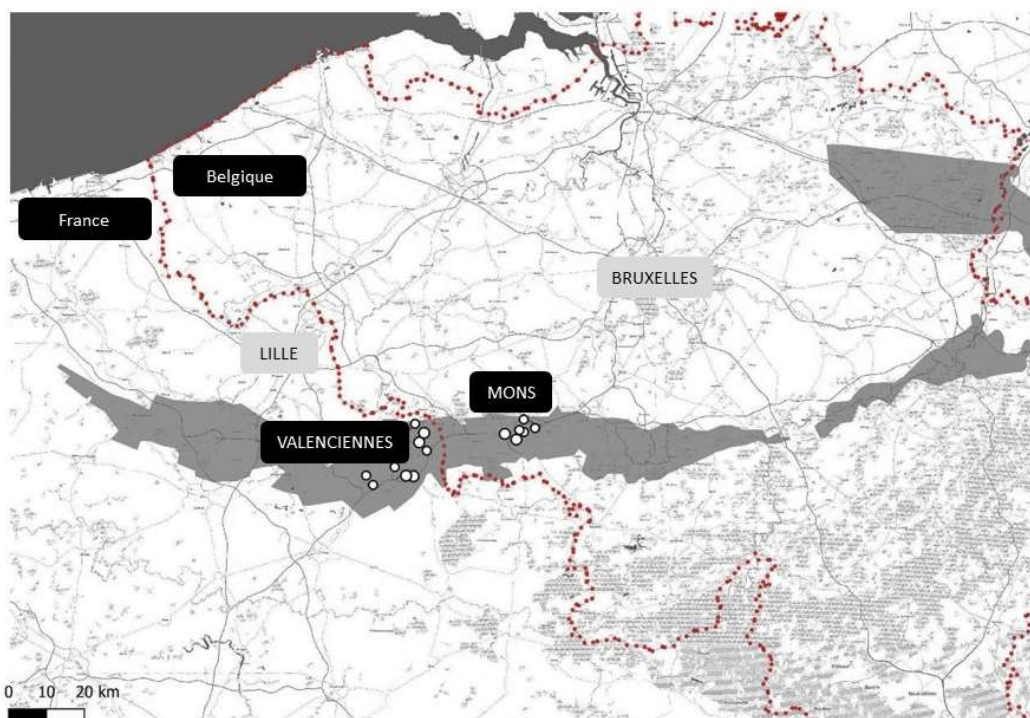


Figure 1: Localisation des quinze quartiers sociaux investigués dans le sillon houiller franco-belge. (source : Fond de plan OSM Stamen Toner, version de novembre 2019. Cartographie de l'auteure)

Associant habitants, travailleurs sociaux et chercheurs, le projet Réseau Hainaut Solidaire entend observer les conditions d'isolement social et urbain de quartiers de logement social de ce territoire transfrontalier pour ensuite proposer des actions d'insertion témoignant d'une double originalité : d'une part, des outils sont imaginés, appliqués et diffusés par les habitants eux-mêmes, soutenus dans ce processus par les professionnels ; d'autre part, les actions s'appuient sur l'appartenance territoriale pour consolider liens sociaux et une certaine résilience urbaine. C'est cette deuxième particularité qui est ici questionnée.

Qu'est-ce que l'appartenance territoriale dans le contexte étudié ? A quel territoire fait-elle référence ? Est-elle liée à une forme d'identité sociale ou territoriale ? Participe-t-elle dans les faits au renforcement des liens sociaux ? Pour explorer ces champs, quinze quartiers français et belges sont investigués sur base d'une méthode inductive qui démarre par l'immersion des chercheurs dans deux quartiers-pilotes, l'un à Valenciennes, en France, l'autre à Mons, en Belgique. C'est la Méthodologie de la Théorisation Enracinée (MTE) appliquée à une réalité urbaine spécifique combinant de façon originale données spatiales et sociologiques.

## LA SOCIOLOGIE COMME MÉTHODE POUR ANALYSER L'URBAIN

Au départ urbanistique, la recherche menée s'approche sensiblement de la sociologie, à laquelle elle emprunte la méthodologie choisie, développée par Luckerhoff et Guillemette (2012) sur base de la Grounded Theory de Glaser et Strauss (1967), expliquée par Laperrière (1982).

Rarement appliquée à l'urbanisme, la MTE a l'avantage de laisser au terrain le soin de remonter les problématiques sans que les chercheurs s'adonnent à vérifier une hypothèse définie a priori. Les questionnements, vastes au départ, se précisent au fur et à mesure de l'immersion des chercheurs dans la réalité du terrain et permettent, in fine, l'élaboration d'une théorie profondément ancrée dans le territoire observé. Celle-ci sera confrontée aux écrits existants dans le domaine lors d'une étape ultérieure.

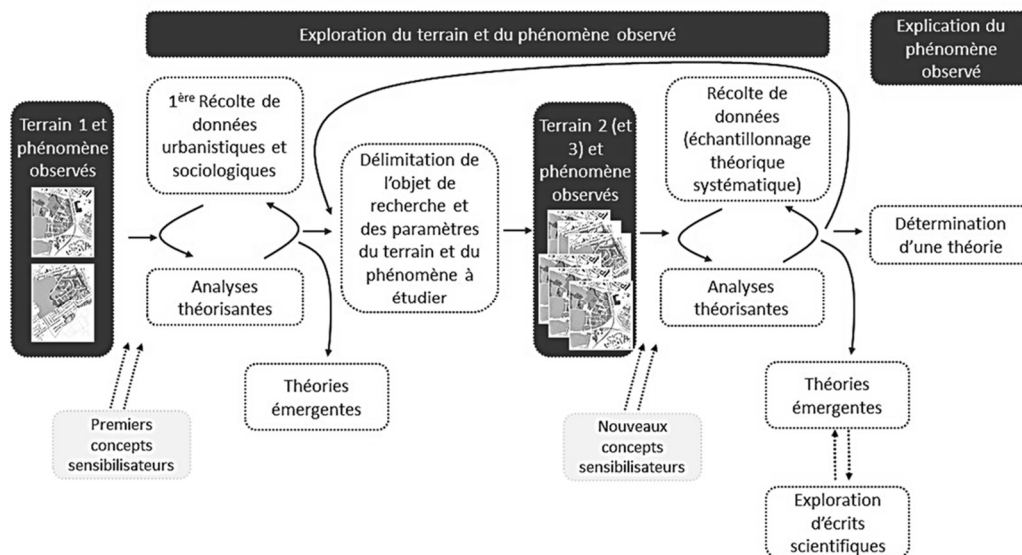


Figure 2: La MTE appliquée à l'étude des relations entre appartenance territoriale et liens sociaux dans de quartiers sociaux français et belges. (source : schéma de l'auteur)

Bien qu'exigeante et chronophage, la MTE est apparue comme la méthode adéquate pour la recherche en cours due à plusieurs éléments :

1. Tout d'abord le cadre de la recherche-action. Réseau Hainaut Solidaire est un projet collaboratif et opérationnel. Cette réalité implique une ouverture complète du chercheur approchant le terrain sans a priori afin de ne pas influencer les données qui pourront émerger. Les auteurs de la MTE expliquent qu'à ce stade, seul le « phénomène observé » est connu. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'observer non seulement le phénomène, à savoir, **les relations entre appartenance territoriale et lien social**, mais aussi plus largement le **contexte urbain et social** des quartiers français et belges observés.

2. Le questionnement sociologique irrigue cette recherche et la MTE fournit, selon Juliet Corbin, « un cadre pour l'étude de problèmes sociaux et comportementaux » (Luckerhoff, Guillemette 2012).

3. Inductif, le projet urbain découle d'un aller-retour entre observation de sites, usages, spatialisation de données, scénarios programmatiques et spatiaux, évaluation et concrétisation. Etablissant un parallèle entre la MTE et la conception spatiale en architecture, Pouleur et Vanzande précisent que le processus de composition architecturale est « souvent le fruit d'une lente maturation basée sur une analyse de paramètres très variés menant à une synthèse exprimée sous forme de plans. » (2017). Il en va de même pour l'urbanisme.

Mais cette méthode comporte des limites et spécialement un risque accru de dispersion dans le cadre d'une récolte étendue de données peu cadrée par une problématique, inexistante à ce stade du processus.

## DES « CONCEPTS SENSIBILISATEURS » QUI CONVOQUENT L'APPARTENANCE TERRITORIALE ET L'IDENTITÉ

Si la MTE implique une absence de cadre théorique au démarrage afin d'observer le terrain avec un esprit vierge, des « concepts sensibilisateurs » tels que décrits par Guillemette (2012) ont été mobilisés dans la définition même des phénomènes observés sur le terrain. Ainsi, la recherche fait appel aux liens entre sociologie et organisation spatiale dans l'équilibre de la collectivité développés par Raymond Ledrut (1968). Dans son ouvrage *L'espace social de la ville*, Ledrut analyse la ville médiévale et la ville moderne et observe que, contrairement à la deuxième, le découpage spatial de la première correspond scrupuleusement aux groupes sociaux ou professionnels. Ces derniers sont représentés par les corporations ayant directement un impact sur l'organisation de la ville. Dans la ville moderne sectorisée par fonction, cette connexion socio-spatiale est rompue. Son discours octroie une importance capitale à l'organisation politique des parties de la ville, en soutenant que pour que la ville « fonctionne », les parties (quartiers) devraient pouvoir compter sur des intermédiaires qui les représentent dans

un dialogue avec le pouvoir. En ce faisant, il lie le sentiment d'appartenance territoriale non seulement aux liens sociaux mais également au pouvoir de représentation des territoires.

Alexander, qui définira en 1977 ses « *patterns* » ou archétypes architecturaux (Alexander, Ishikawa, Silverstein 1977) va lui aussi lier structure spatiale et comportements sociaux en y ajoutant la notion de sens et de relations entre les parties. Il affirme que le « tout » (ici, la ville) n'est pas un assemblage de parties (quartiers), mais un champ de forces fait des relations entre les parties. L'analogie faite avec la ville permet de poser la question à la fois de la perméabilité physique des quartiers et de leur capacité à interagir avec les autres parties de la ville.

Sans pour autant les nommer, ces auteurs évoquent deux notions largement investies par les territorialistes chapeautés par Alberto Magnaghi : l'identité des lieux et la déterritorialisation des sociétés. Magnaghi soutient que la déconnexion des sociétés avec le territoire l'a réduit à un espace de fonctions et de circulations, a dissous la ville et avec elle, « l'espace public, l'espace du contact physique interpersonnel, de la proximité, de la convivialité et de la magnificence civile » (Magnaghi 2014). Pour contrer cette tendance, l'auteur propose la valorisation de l'identité des lieux et la reprise en main des espaces de vie par les habitants comme projet politique d'une alternative à l'uniformisation des modes de vie et de l'interdépendance économique mondiale.

Si ces discours sont séduisants, qu'en est-il de leur capacité à produire de l'inclusion sociale ?

Confrontés aux réalités émergent du territoire hennuyer étudié, ces concepts se heurtent à des situations très concrètes de ségrégation spatiale, limites psycho-sociales infranchissables, appropriation inégale de l'espace public et affaiblissement du pouvoir d'agir. Dans ce contexte, le lien souhaité entre **territoire, identité et insertion sociale** se révèle ténu, invisible, voire indicible.

C'est ce que nous montrent les premiers résultats des campagnes immersives effectuées entre août 2018 et juillet 2019 dans les deux premiers quartiers investigués.

## IMMERSION, OBSERVATION ET CO-PRODUCTION CITOYENNE

Dans une approche transdisciplinaire, ces quartiers, Epinlieu (Belgique), 680 habitants et Dutemple (France), 1275 habitants, ont fait l'objet d'une analyse combinant données spatiales et sociologiques.

Du point de vue **spatial**, une analyse morphologique, fonctionnelle et historique a été réalisée sur base à la fois de données cartographiques existantes<sup>2</sup> et d'observations *in situ*. Cette analyse a révélé une série de caractéristiques semblables : quartiers majoritairement composés d'un habitat individuel social en location, situés en périphérie d'une ville moyenne et relativement enclavés par rapport au tissu urbain environnant et le centre-ville, un cadre végétal assez présent. Elle a permis, néanmoins, d'exposer des différences fondamentales entre les deux : alors que le quartier d'Epinlieu (Mons) présente peu de mixité fonctionnelle et morphologique, le quartier de Dutemple (Valenciennes) comporte des typologies différentes de logements et des équipements collectifs complétant le tissu résidentiel (école, salle de sport, chapelle, commerce de proximité). Dutemple possède également un chevalement en béton classé en 2012 patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO) dans le cadre des biens du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

Ces différences sont la résultante territoriale de l'éloignement progressif des politiques publiques belges et françaises qui pourraient, à première vue, engendrer des comportements sociaux distincts des deux côtés de la frontière. Telle n'est pas la vérité renvoyée par le terrain, comme expliqué plus loin.

Pour l'investigation **sociologique**, quatre techniques d'enquête ont été choisies : des entretiens semi-directifs auprès d'habitants et de travailleurs sociaux, la réalisation de cartes mentales commentées des quartiers, la tenue d'ateliers collectifs de co-construction et l'observation participante lors d'activités menées dans les maisons de quartier.

Douze entretiens enregistrés et cartes mentales ont été réalisés de manière concomitante. Les personnes interviewées étaient invitées à dessiner leur quartier sur une feuille blanche, sans autre consigne, et à répondre à des questions relatives à la compréhension, la lisibilité et l'histoire vécue du quartier, à l'usage et le comportement dans l'utilisation des espaces, à la motilité<sup>3</sup> ainsi qu'à l'image véhiculée par le quartier à l'intérieur comme à l'extérieur de celui-ci. Ces questions très larges, ont également émaillé les autres moments de récolte de données.

---

<sup>2</sup> Données cartographiques utilisées : PICC SPW OSM, IGN, TWSIG, PPIGE 2014, Urban Atlas EEA, Corine Land Cover, [www.maps.openrouteservice.org](http://www.maps.openrouteservice.org), [www.cartesius.be](http://www.cartesius.be), [www.geo-nord.fr](http://www.geo-nord.fr)

<sup>3</sup> En tant qu'aptitude psychologique, culturelle et physique à se déplacer (Kaufmann, Ravalet, Dupuit 2015).

Elles touchent à la fois le signifiant spatial du quartier, soit, les formes urbaines, bâtiments et espaces, et le signifié, soit, leur dimension symbolique telle que décodé par Ledrut (1973) et explorée par Alexander (1977).

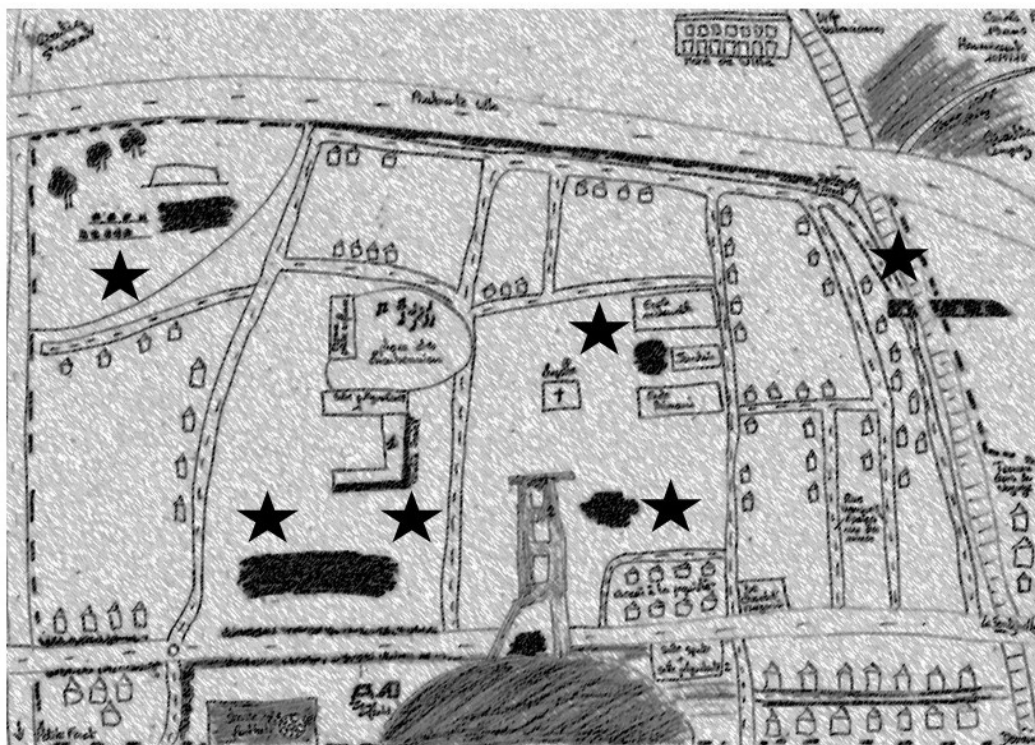


Figure 3: Carte mentale du quartier de Dutemple réalisée par un travailleur social mettant en évidence à la fois l'existence de lieux physiques de rencontre (étoile) et de limites marquées du quartier (trait pointillé). Septembre 2018 (source : archives de l'auteur)

L'observation participante a pu se faire à l'occasion d'une dizaine d'ateliers collectifs et activités croisant les publics des deux quartiers et menés principalement à l'été 2019. A cette occasion, un salon éphémère, lieu d'échange installé sur des espaces publics, a permis non seulement la construction de liens affranchis de toute limite territoriale mais aussi la valorisation inhabituelle d'un patrimoine collectif vécu. Ce n'était pas le monument reconnu Patrimoine Unesco qui était alors mis en avant, mais bien la rue où pendant l'été, les voisins sortent avec leur chaise pour tisser des liens et rompre avec l'isolement.

Que faut-il retenir de cette expérience immersive ?

## LE RAPPORT À L'ESPACE : ENTRE AFFECTS, LIENS ET RUPTURES

Si les limites physiques des quartiers sont bien présentes (lignes de tram, autoroute, voie rapide, bois, absence de connexion avec le quartier de villas voisin), les **limites psycho-sociales** semblent acquérir une épaisseur particulière pour les habitants. Elles représentent l'enfermement de personnes précarisées, des « cas sociaux »<sup>4</sup> associés, notamment par la presse, à des faits de violence et de désordre urbain. Les difficultés ressenties par les travailleurs sociaux à faire sortir certains habitants de leur quartier tant pour chercher un travail que pour accéder à des soins médicaux confirment les dires des habitants. Se superpose alors la notion de « suraffiliation territoriale » expliquée par Kokoreff (2003) où les liens sociaux de voisinage renforcent les barrières entre le « dedans » et le « dehors ».

Malgré les changements réels observés (rénovation massive des logements et espaces publics, apaisement des relations, diminution de la violence), l'**image négative** des quartiers reste d'actualité, en témoignent tant les

<sup>4</sup> Peixoto et al. (2018) : Enquête E2 – Epinlieu



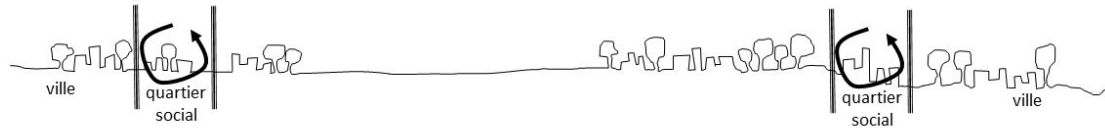


Figure 5: Quartiers sociaux belges et français étudiés : liens sociaux consistants, limites psycho-sociales infranchissables, motilité comme défi (source : schéma de l'auteure)

Supports de la vie de quartier, **les espaces publics et leur utilisation révèlent et subliment les rapports de force présents** dans les deux quartiers pilotes : si l'appropriation spontanée d'une place par les riverains peut révéler un sentiment de sécurité et de bien-être (« *Les voisins, on se met devant notre porte dans la rue et on papote, les jeunes d'à côté (...) viennent avec leurs enfants, la voisine au-dessus (...) participe à la conversation.* »)<sup>8</sup>, la privatisation de la plaine de jeu par un groupe restreint d'enfants en terrorisant d'autres révèle les tensions présentes qui impactent la vie de quartier.

Dans quelle mesure cette relation particulière entre territoire et citoyens, à la fois conflictuelle et passionnelle, marquée par des ruptures nettes et des liens consistants pourrait-elle constituer une identité locale à valoriser, parmi celles « dispersée(s) dans les interstices du grand récit de l'espace de la globalisation » (Magnaghi 2014) ? Cette forme d'appartenance territoriale pourrait-elle jouer un rôle politique combattant l'uniformisation des modes de vie ?

## RETERRITORIALISER : RAPPORT AUX LIEUX ET PAIR-AIDANCE COMME CLÉ DE CHANGEMENT

Les paradoxes entre appartenance territoriale et mondialisation suscitent depuis des décennies l'attention de sociologues, urbanistes, anthropologues ou encore économistes.

Face à l'émergence de la ville horizontale, Ledrut, dénonçait en 1968 la « délocalisation de la vie et des activités humaines », qui à la fois déracine et élargit l'horizon psychologique en multipliant les « déplacements du corps et de l'esprit ». Dans ce contexte, le lieu change de sens, « l'emplacement n'est plus enracinement social. C'est un lieu indifférencié et anonyme ». L'individu et le voisinage sont, selon lui, plus intégrés à la société globale qu'à la société urbaine (Ledrut 1968).

Plus récemment, Alberto Magnaghi décrit l'accélération de ce processus d'évolution selon lequel notre civilisation « instantanée », appuyée par les technologies et régie par des systèmes financiarisés de production, de consommation et de décisions globales s'est progressivement débarrassé du territoire (Magnaghi 2014). Castells (1997), quant à lui, décrit la transformation fondamentale de la vie, de l'espace et du temps engendrée par l'émergence d'une forme spécifique d'organisation : la société en réseaux, ou l'« espace des flux », par essence globalisant, aérien et déconnecté du territoire.

Ces auteurs énumèrent une multitude de conséquences à portée fondamentale de ce nouvel ordre mondial : création de richesses mais prolifération de la pauvreté, bouleversement des cultures, abandon du soin du territoire et donc de ses ressources en eau et en énergie, rupture des relations culturelles et environnementales avec la terre, perte des liens sociaux, dissolution de l'espace public et émergence de conditions d'habitat décontextualisées. Tous deux font le parallèle entre cette profonde transformation sociétale (c'est-à-dire, tant sociale qu'environnementale), la mutation en cours du capitalisme et la remise en cause des modèles démocratiques.

S'ajoutent à ces conséquences, la multiplication des cercles d'appartenance et les identités multiples favorisées par la société en réseau et davantage éloignées de toute forme de représentation spatiale.

Dans ce contexte, le rapport aux lieux se voit complètement bouleversé. S'il est par essence complexe, reflet des productions culturelles, politiques, économiques et sociales (Alphandéry, Bergues 2004), il est aussi profondément dynamique. Il peut donc varier d'une relation froide qui laisse aux espaces le rôle de support technique aux activités essentiellement économiques (Magnaghi 2014) à un affect très loin de l'indifférence, qui considère les lieux comme un objet aimant, dans une « synthèse imprécise, inexacte, floue, subjective, aveugle » des parties qui le composent (Martouzet 2014, p.15).

<sup>8</sup> Peixoto et al. (2018) : Enquête DU2 – Dutemple

Mais c'est précisément ce rapport qui est élevé au grade de clé pour le changement sociétal dans le cadre de nombreux projets territoriaux. De la reconnexion avec l'histoire locale opérée à Loos-en-Gohelle<sup>9</sup> en France à la stratégie de gouvernance et d'aménagement du bassin hydrographique de l'Escaut<sup>10</sup>, en passant par la structuration de la ceinture alimentaire des agglomérations de Liège<sup>11</sup> et Charleroi<sup>12</sup> en Belgique, nombreuses sont les stratégies territoriales visant un établissement de nouveaux rapports aux lieux et *in fine*, un rapprochement entre citoyens et territoire.

Bien qu'investissant un autre champ, celui de l'inclusion sociale, RHS s'inscrit dans une logique similaire à ces projets : celle de la construction d'un nouveau rapport à l'espace en interrogeant les liens entre socle territorial dans toutes ses composantes bâties et non bâties, rapports sociaux et représentations symboliques.

Les actions créées par chercheurs, habitants et travailleurs sociaux à Dutemple et Epinlieu sont, en ce sens, éclairantes :

- Identification par les habitants de parcours reliant lieux symboliques et représentatifs de l'identité locale au sein du quartier à des lieux situés à l'extérieur à celui-ci ;
- Création par les habitants de jeux co-éducatifs et de livrets de présentation de l'histoire vécue locale ;
- Mise en réseau de quartiers favorisant l'élargissement de groupes d'appartenance et de solidarité territoriale.

Si des actions similaires ont déjà pu être menées dans d'autres contextes et territoires, c'est sans doute la transposition du concept de pair-aidance<sup>13</sup> du domaine de la santé mentale à celui de l'inclusion sociale urbaine qui constitue l'originalité et le ciment de l'expérience. Dans un processus de construction collective des savoirs, de valorisation de la connaissance qu'ont les habitants de leur quartier et de confrontation au regard d'un autre « pair », les habitants évoluent d'un rôle « d'experts du vécu » à celui de pairs-aidants. Formés tout le long du processus, ils soutiennent, à leur tour, les habitants d'autres quartiers précarisés dans la mise en place de processus et outils selon le principe de communauté de pratiques. Ce dispositif solidifie les conditions du changement par le développement d'un élément clé : le pouvoir d'agir.

## **POUVOIR D'AGIR ET NOUVELLE COLLECTIVITÉ TISSÉE PAR DES QUARTIERS**

Exigeante et profondément ancrée dans le terrain, la MTE navigue à contrecourant des recherches classiques en architecture et urbanisme. Pourtant, les dispositifs de récolte de données au départ d'un large champ et demandant une observation sans a priori d'un terrain s'approche sensiblement des processus d'élaboration de projets urbains. Dans le cadre de la recherche-action Réseau Hainaut Solidaire, la méthode a facilité la mise en place d'un climat positif de co-construction entre habitants, travailleurs sociaux et chercheurs et l'émergence de problématiques propres aux quartiers étudiés. Ces problématiques interrogent les concepts de déterritorialisation de nos sociétés (Magnaghi 2014) et de dissociation entre identité sociale et espace (Ledrut 1968).

Si là-bas, comme ailleurs, les bouleversements engendrés par les sociétés en réseau génèrent des identités multiples, déconnectées de toute forme d'expression spatiale, là-bas, plus qu'ailleurs, le lien citoyen-territoire est une réalité.

Les quartiers observés ont en effet résisté à la tendance décrite par Ledrut de déconnexion entre découpage spatial de la ville et groupes d'appartenance. A Epinlieu et Dutemple, le « territoire d'appartenance » correspond à la fois à un groupe social vécu comme homogène, distinct des autres morceaux de ville, et à une surface qui ne dépasse guère les 30ha du quartier. Rapports sociaux et spatiaux affectifs et suraffiliation territoriale en découlent, mais cette particularité, avec ses vertus et difficultés, ne constitue-t-elle pas une identité territoriale en soi, solide et

---

<sup>9</sup> (Melin 2013)

<sup>10</sup> Projet Dostrade, Interreg IV France-Wallonie-Vlaanderen

<sup>11</sup> Projet Ceinture Aliment-Terre liégeoise

<sup>12</sup> Projet Ceinture Alimentaire Charleroi Métropole

<sup>13</sup> Empruntée au domaine de la santé mentale, la pair-aidance se base sur l'expertise du vécu de personnes ayant vécu une souffrance psychique et/ou sociale pour en accompagner d'autres dans un parcours de rétablissement (Dujardin, Jamouille, Sandron 2017) ou, dans le cas du projet RHS, d'inclusion sociale et d'amélioration de la condition de vie

valorisable ? Le sens recherché dans tout projet de reterritorialisation ne pourrait-il pas être constitué de cet ensemble de rapports conflictuels mais très consistants entre lieux et sentiments d'appartenance ?

Néanmoins, si cette identité locale mérite attention, le dépassement de l'isolement urbain et social dépend largement des relations que ces territoires sont en capacité de nouer avec les autres parties de la ville. Or, celle-ci et plus largement un supposé territoire transfrontalier uni par un passé commun reste abstrait en l'absence d'un projet mobilisateur incluant et porteur de sens. La faible motilité des habitants des quartiers et leurs limites infranchissables semblent faire barrage à la construction d'une collectivité comme un « tout » au sens d'Alexander. La capacitation des habitants via la pair-aidance semble apporter une réponse à cet état de fait et offrir ce lien de représentativité permettant aux quartiers d'établir des relations entre eux et avec la ville. C'est le pouvoir d'agir comme force politique de dépassement de l'isolement et reconnexion du binôme territoire-lieu.

## BIBLIOGRAPHIE

**Alexander, C., Ishikawa, S. et Silverstein, M. (1977).** *A Pattern Language: Towns, Buildings, Construction*. New York : Oxford University Press.

**Alphandéry, P. et Bergues, M. (2004).** Territoires en question : pratiques des lieux, usages d'un mot. *Ethnologie française*. 2004. Vol. 34, n° 1, pp. 5-12.

**Castells, M. (1999).** *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information*. Paris : Fayard.

**De Certeau, M. (1990).** *L'invention au quotidien. 1. Arts de faire*. Édition Gallimard. Paris.

**Dujardin, F., Jamouille, P. et Sandron, L. (2017).** La pair-aidance dans les domaines de la santé mentale et de la précarité en Belgique francophone. Apport, enjeux et formation. *l'Observatoire*. 2017. N° 92, pp. 5-9.

**G. Glaser, B. et Strauss, A. (1967).** *The Discovery of Grounded Theory*. Chicago : Aldine.

**Kaufmann, V., Ravalet, E. et Dupuit, E. (2015).** *Motilité et mobilité: mode d'emploi*. Alphil éditions.

**Kokoreff, M. (2003).** *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*.

**Lapierre, A. (1982).** Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago. *Sociologie et sociétés*. Vol. 14, n° 1, pp. 31-40.

**Ledrut, R. (1968).** *L'espace social de la ville*. Paris : Anthropos. Société et urbanisme.

**Ledrut, R. (1973).** *Les images de la ville*. Paris : Anthropos.

**Luckerhoff, J. et Guillemette, F. (2012).** *Méthodologie de la théorisation enracinée*. Québec : Presses Université du Québec.

**Magnaghi, A. (2014).** *La biorégion urbaine : petit traité sur le territoire bien commun*. Paris : Editions Étérotopia.

**Martouzet, D. (2014).** La ville aimée car aimable... ou détestable et donc détestée ? in Martouzet, D. *Ville aimable*. Tours : Presses Universitaires François Rabelais, pp. 9-20

**Melin, H. (2013).** Loos-en-Gohelle, du noir au vert. *Multitudes*. 2013. N° 52, pp. 59-67.

**Pouleur, J. et Vanzande, O. (2017).** Stratégies de recherche par le projet enraciné induites par une architecture symptomatique. *Approches inductives*. 2017. Vol. 4, n° Issue 1, pp.111-143.